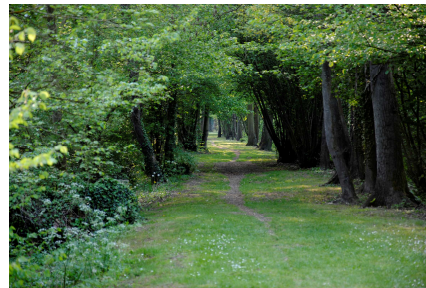




## CONCLUSIONS DE LA CONFERENCE

# 2011 L'ANNEE INTERNATIONALE DES FORETS LES FORETS D'EUROPE ET DU MONDE – QUELLE VOIE POUR LE FUTUR?



J.J Depont

**6–7 Septembre 2011  
Parlement européen**

A l'initiative de M. Gaston Franco, Député européen,  
Président du Groupe « Forêt » de l'Intergroupe du  
Parlement européen « Changement climatique, Biodiversité et  
Développement durable »

En partenariat avec l'Intergroupe du Parlement européen  
« Changement climatique, Biodiversité et  
Développement durable »  
et **FUTUREforest**

### Considérant que :

- Les forêts et les surfaces boisées recouvrent 31% de la superficie terrestre mondiale et 42% du territoire de l'Union européenne;
- 300 millions de personnes vivent sur des terres boisées;
- 1.6 milliards de personnes dépendent des forêts pour leur subsistance;
- La forêt abrite 80% de la biodiversité terrestre;
- Les forêts représentent le plus important stock de carbone terrestre avec 77% de l'ensemble du carbone stocké dans la végétation et 39% dans les sols ;
- La déforestation et la dégradation des forêts sont responsables de 15% à 20% des émissions de gaz à effet de serre et coûtent entre 1.75 et 3 trillions d'euros par an;
- Le commerce des produits forestiers a été estimé à 243 milliards d'euros en 2004;
- La filière bois a un chiffre d'affaires de plus de 300 milliards d'euros et pourvoit à plus de 2 millions d'emplois dans l'Union européenne.

### Il a été conclu que :

- De plus amples efforts devraient être faits afin d'atteindre et de maintenir un équilibre entre les multiples bénéfices des forêts : environnemental, économique et social.
- Face à une crise économique et alimentaire sans précédent, les forêts ont un rôle significatif à jouer dans le développement économique durable et la réduction de la pauvreté.
- Atteindre la durabilité dans la gestion des forêts exige le renforcement de la gouvernance globale, de la coopération internationale et l'amélioration de l'application de la législation.
- Les relations multilatérales et bilatérales sont cruciales. Dans le cadre de l'Initiative du Gouvernement norvégien sur le Climat et la Forêt – REDD+, les partenariats fructueux mis en place avec des pays clés tels que l'Indonésie et le Brésil ont engendré des engagements politiques forts, des réductions d'émissions et de précieux enseignements ont été tirés.
- Le secteur financier peut jouer un rôle clé pour combler l'écart de financement entre ce qui est disponible et les besoins dans le but de réduire de manière significative la déforestation et la dégradation des forêts par le biais de REDD+ (comme souligné dans les rapports du PNUE FI's REDDy-Set-Grow). Le PNUE FI peut jouer un rôle important dans la participation financière du secteur privé.
- REDD+ devrait être davantage promu et soutenu.

- Les Accords Volontaires de Partenariat mis en place par l'UE avec différents pays du monde dans la cadre du Plan d'Action FLEGT ont fait leurs preuves et méritent d'être approfondis et généralisés.
- Une gouvernance globale et une coopération internationale renforcées relèvent de la plus haute importance tout en mettant en œuvre un processus inclusif avec la pleine implication des gouvernements locaux et de la population. Améliorer la participation publique dans le processus de décision, le sentiment d'appartenance, l'éducation et le partage d'informations sont des éléments fondamentaux à cet égard. Une approche du bas vers le haut devrait être adoptée.
- Les communautés locales ont un rôle clé à jouer dans la gestion durable des forêts.
- Les communautés locales devraient trouver un intérêt économique dans la préservation des forêts. Tous les acteurs devraient les aider à gérer leurs forêts d'une manière durable.
- Dans de nombreuses régions, les forêts domaniales offrent l'opportunité unique d'élaborer et de tester les principes d'exploitation durable des forêts là même où les citoyens habitent, ce qui permet d'obtenir une plus forte résistance au changement climatique. Des millions de propriétaires privés de terres forestières peuvent par ailleurs apprendre à s'ajuster de façon plus efficace au changement climatique sur base d'expériences vécues.
- Le passage à la durabilité dans la cadre d'un climat changeant peut seulement se produire si les propriétaires privés reçoivent le financement suffisant pour les services qu'ils fournissent.
- Le rôle des ONGs et du secteur privé en tant que moteurs et garants de la gestion durable des forêts est à souligner.
- Le partage des connaissances est fondamental pour une compréhension commune et partagée des problèmes, pour prendre des décisions efficaces et pour assurer une approche cohérente des défis en jeu.
- Le dialogue et les interactions entre le monde scientifique et le monde politique devraient être renforcés : il est primordial d'intégrer les résultats de la recherche dans la prise de décision.
- Le partage et la mise à disposition des connaissances scientifiques auprès des populations locales représentent des enjeux majeurs. Une information renforcée leur permettrait de prendre davantage conscience du patrimoine forestier qui les entoure et des multiples bénéfices que procure la gestion durable des forêts.

- L'Union européenne devrait mettre un terme à une politique forestière fragmentée et devrait adopter une approche holistique à la fois horizontale et verticale, c'est-à-dire impliquant tous les acteurs et incluant toutes les politiques.
- Une politique commune aux 27 pays devrait être mise en place afin de relever les défis du secteur forestier européen.